

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 3 novembre au 7 novembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABABA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Éthiopie** : Tenue d'un forum d'investissement UE-Éthiopie à Paris
- ❖ **Kenya** : KenGen et Kaishan lancent la construction d'une usine d'engrais vert
- ❖ **Tanzanie** : La Présidente Samia Suluhu Hassan déclarée vainqueur de l'élection

LE CHIFFRE A RETENIR

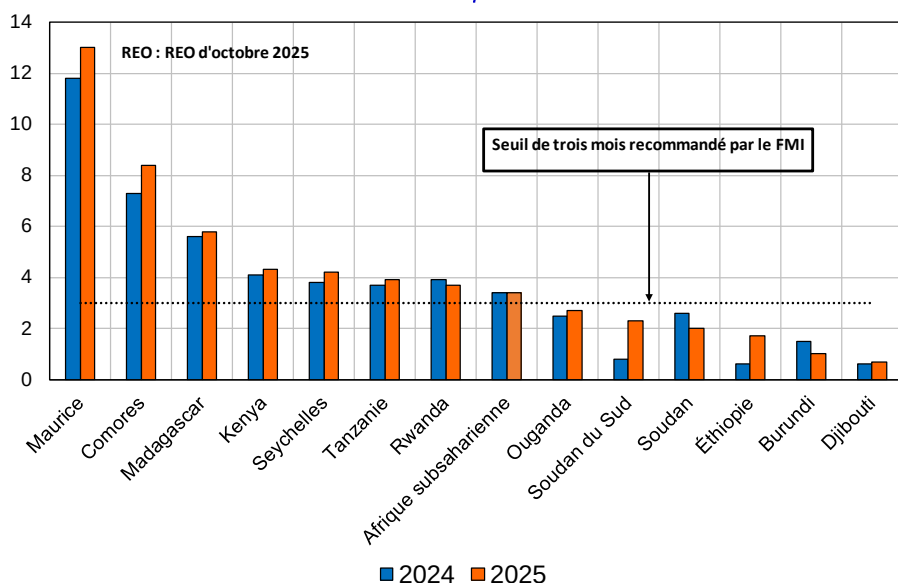
-43,9 %

**KENYA : BAISSÉ DES ENVOIS DE FONDS
DEPUIS DE L'ARABIE SAOUDITE (2^E
POURVOYEUR HISTORIQUE) EN SEPTEMBRE
SUR UN AN**

Le graphique de la semaine

AEOI : Niveau de réserves de change

- en mois d'importations -



Les réserves de change sont essentielles pour les pays en développement : elles peuvent permettre de stabiliser le change ou de faire face à un déséquilibre de leur balance des paiements. Les économies à base d'exportations étroite ou fortement dépendantes des importations restent particulièrement exposées. Le FMI recommande aux pays de détenir en réserves l'équivalent d'au moins 3 mois d'importations. En Afrique subsaharienne, ce niveau s'est élevé à 3,4 mois en moyenne en 2024 et devrait rester stable en 2025. Dans la région AEOI, le niveau de réserves est relativement confortable car la majorité des pays se trouve au-dessus du seuil du FMI. Par ailleurs, la tendance est encourageante : le niveau de réserves devrait augmenter en 2025 pour l'essentiel des pays de la région. A noter que le niveau de réserves de Djibouti est mécaniquement sous-estimé car une grande partie des importations reflète des activités de réexportation vers l'Éthiopie.

REGIONAL

Meta et Safaricom s'associent pour déployer un câble sous-marin entre Oman et le Kenya

Meta, le géant technologique américain, a choisi Safaricom, principal opérateur télécom du Kenya, comme partenaire local pour le projet « Daraja », un câble sous-marin de 23 M USD reliant Oman au Kenya. Financé par Edge Network Services, filiale de Meta, ce projet va permettre à Safaricom de gérer elle-même une partie des infrastructures de données internationales, comme le point d'arrivée des câbles au Kenya. Une nouvelle étape pour l'entreprise, qui élargit ainsi son champ d'action dans le domaine technologique. Le câble Oman-Kenya viendra s'ajouter au réseau 2Africa, l'un des plus grands câbles sous-marins existants, pour renforcer les connexions internet dans la région et proposer une autre voie que celle passant par la mer Rouge. Ce projet pourrait faciliter les échanges numériques entre l'Afrique de l'Est et le Moyen-Orient.

COMORES

Baisse de l'inflation à +1,3 % en septembre

Selon l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED) des Comores, l'inflation est en hausse en baisse en septembre 2025 (+1,3 %, après +2,3 % en août). La baisse de l'inflation est généralisée à travers de multiples composantes : produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+2,2 %, après +3,6 %), loisirs et culture (+13,9 %, après +14,3 %), restaurants et hôtels (+9,8 %, après +12,5 %), biens et services divers (-7,4 %, après -5,1 %) et boissons alcoolisées et tabac (-5,8 %, après -6,0 %). La population de référence pour le calcul de ces statistiques est l'ensemble des ménages résidant à Moroni, la capitale du pays.

DJIBOUTI

Ouverture d'une succursale de la banque Misr

Lundi 3 novembre, la Banque égyptienne Misr a inauguré sa première succursale à Djibouti, et devient ainsi le 14^e établissement bancaire du pays. La banque se donne pour mandat de soutenir la diversification du secteur bancaire local, en développant de nouveaux produits financiers, en modernisant le système de paiement et en accompagnant les PME, reflétant par la

même occasion la coopération économique et financière renforcée entre Djibouti et l'Égypte. Cette initiative s'inscrit dans un contexte de réformes ambitieuses visant à moderniser le secteur financier, attirer les investissements et renforcer l'attractivité du pays. Bien que le taux d'inclusion bancaire n'atteigne que 34 % en 2023 selon la Banque centrale de Djibouti, le pays aspire à se positionner comme un hub bancaire régional, notamment à travers la digitalisation des services financiers et l'intégration accrue de la finance islamique.

ÉTHIOPIE

Forum d'investissement UE-Éthiopie à Paris

Un Forum d'investissement UE-Éthiopie s'est tenu à Paris le 3 novembre 2025, organisé par le MEDEF International, en partenariat avec la Commission européenne. L'événement visait à mettre en lumière les opportunités d'investissement en Éthiopie dans les secteurs de l'aéroportuaire, des énergies renouvelables, du transport, des infrastructures, de la logistique, des télécommunications, du numérique et de l'intelligence artificielle. La délégation éthiopienne comprenait le ministre des Affaires étrangères, le ministre des Finances, le commissaire de l'*Ethiopian Investment Commission*, le directeur général de l'*Ethiopian Investment Holdings* et le PDG d'*Ethiopian Airlines*. Ils ont présenté le climat actuel des affaires et répondu aux questions des entreprises européennes. Le ministre délégué français chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité était également présent. En marge, un accord d'assistance technique et de formation a été signé entre *Ethiopian Electric Utility* et EDF IN, portant sur le renforcement du réseau électrique moyenne tension en Éthiopie. Cet événement avait vocation à préparer le forum d'affaires UE-Ethiopie prévu à Addis-Abeba en avril 2026.

Hausse des tarifs électriques pour le minage de données

Ethiopian Electric Power (EEP) introduira, à partir du 1^{er} décembre 2025, un nouveau système tarifaire variable pour les sociétés de *data mining* (minage de données). Ce mécanisme distinguera les heures de pointe, intermédiaires et creuses afin d'encourager une consommation plus optimale de l'électricité. Les tarifs augmenteront progressivement pour atteindre 7,2 ct USD/kWh en heures de pointe d'ici 2028, remplaçant

Le tarif forfaitaire actuel de 3,14 ct USD/kWh. Autre nouveauté : en cas de restriction de la fourniture d'électricité, l'application de réductions tarifaires est prévue. Devenue ces dernières années un véritable eldorado pour le minage de données grâce à son électricité à bas coût, l'Éthiopie compte une vingtaine d'opérateurs licenciés. Ce secteur représenterait désormais, selon EEP, près d'un tiers de la consommation domestique. La hausse des tarifs marque un durcissement des conditions d'opération des « data miners », en cohérence avec l'annonce, en août 2025, de la suspension de l'octroi de nouvelles licences.

Introduction d'une certification phytosanitaire électronique

L'*Ethiopian Agricultural Authority* (EAA) a lancé une certification phytosanitaire électronique pour les exportations agricoles. L'*Integrated Export and Import Certification System* (IEICS), financé par l'Union européenne et *TradeMarkAfrica*, a pour objectif de réduire le temps de délivrance de la certification à quelques heures. En outre, la plateforme étant entièrement intégrée au hub e-Phyto de la convention internationale pour la protection des végétaux, les certificats peuvent être immédiatement envoyés aux pays importateurs. L'IEICS permet de réaliser l'ensemble des démarches en ligne, réduisant ainsi les risques de fraude tout en garantissant la traçabilité complète des demandes. Les produits horticoles éthiopiens destinés à l'exportation font actuellement face à des contrôles plus sévères de la part de l'UE en raison de la présence en Éthiopie de la fausse teigne, insecte nuisible aux cultures européennes, que l'IEICS permet de mieux contrôler.

KENYA

Stabilisation de l'inflation à +4,6 % en octobre

En octobre 2025, l'inflation est restée stable à +4,6 selon le Bureau national de la statistique du Kenya (KNBS). L'inflation resté donc dans la fourchette cible de la Banque centrale du Kenya (CBK) [+2,5 % – +7,5 %] pour le 17^e mois consécutif. Dans le détail, l'inflation du logement, de l'eau, de l'électricité, le gaz et des autres combustibles a légèrement augmenté (+1,9 %, après +1,4 %), tout comme le transport (+4,8 %, après +4,0 %). L'inflation des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées a diminué (+8,0 %, après +8,4 %). L'inflation sous-jacente a diminué (+2,7 %, contre +2,9 % en septembre).

L'indice PMI en octobre confirme l'amélioration de l'activité

L'indice des directeurs d'achat (PMI – Purchasing Managers Index), publié par Stanbic Bank, est un indicateur avancé de l'activité économique. Allant de 0 à 100, l'indice indique une expansion de l'activité lorsqu'il se situe au-dessus de 50 et une récession lorsqu'il se situe en deçà. En octobre, pour le 2^e mois consécutif, l'indice PMI s'est maintenu delà du seuil d'expansion et il a même progressé (52,5, après 51,9 en septembre). Il s'agit du niveau le plus élevé depuis février 2022. L'indice révèle une hausse de la production et des nouvelles commandes, ainsi qu'une stabilisation des chaînes d'approvisionnement. Les délais de livraison se sont raccourcis, les coûts des intrants ont légèrement augmenté, tandis que l'inflation globale est restée stable (cf. brève supra). Les prix de production ont progressé modestement, les secteurs du commerce de gros et de détail enregistrant la croissance la plus forte, grâce à des remises offertes pour stimuler les ventes.

Soutien financier de l'IFC à la centrale géothermique d'OrPower 22

La Société financière internationale (IFC), la branche du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, accordera un prêt de 48 M USD pour soutenir la construction de la centrale géothermique d'OrPower 22 à Menengai, dans le comté de Nakuru. Le financement, réparti en deux tranches de 30 M USD et 18 M USD, contribuera au projet évalué à 92 M USD, le solde étant couvert par Kaishan Group et d'autres bailleurs. OrPower 22, entièrement acquise par Kaishan Group il y a deux ans, fait partie des trois entreprises développant des centrales géothermiques de 35 MW à Menengai, aux côtés de Globeleq (Royaume-Uni) et de Sosian Energy (Kenya). Cette dernière alimente déjà Kenya Power depuis 2023, tandis que Globeleq et OrPower 22 devraient être raccordées au réseau d'ici juin 2026. Ces projets pourront renforcer la sécurité énergétique du Kenya, alors que la part des importations d'électricité a atteint 10,6 % en juin 2025, contre 4,9 % deux ans plus tôt. Le Kenya a une dépendance croissante vis-à-vis de l'Éthiopie et de l'Ouganda pour répondre à la hausse de la demande locale.

KenGen et Kaishan lancent la construction d'une usine d'engrais vert

La société publique *Kenya Electricity Generating Company (KenGen)* et le groupe chinois *Kaishan* ont créé, le 3 novembre, une coentreprise pour construire une usine d'engrais capable de produire annuellement 200 000 à 300 000 tonnes d'engrais à base d'ammoniac. Les travaux de construction ont déjà commencé, et le démarrage de la production est prévu pour octobre 2027. La filiale locale de *Kaishan*, *Kaishan Terra Green Ammonia Ltd*, assurera la construction et l'exploitation de l'installation, tandis que *KenGen* fournira 165 MW d'énergie géothermique pendant 30 ans pour alimenter la production d'ammoniac vert et d'engrais. Selon *KenGen*, l'usine pourrait générer un bénéfice net annuel estimé à 13 M USD et contribuer à stabiliser les prix locaux des engrais en réduisant la dépendance aux importations. Selon le Bureau national de la statistique du Kenya (KNBS), le Kenya importe actuellement 800 000 à 900 000 tonnes d'engrais par an, notamment de Russie et d'Arabie Saoudite.

Chute des remittances après une modification réglementaire en Arabie saoudite

En 2025, l'Arabie saoudite a introduit un système de permis de travail basé sur les compétences, classant les travailleurs étrangers selon trois catégories : hautement qualifiés, qualifiés ou de base, selon des critères tels que le niveau d'éducation, l'expérience, le salaire et l'âge. Ce système a été introduit pour les travailleurs étrangers existants dès le 18 juin et pour les nouveaux arrivants dès le 1^{er} juillet. Ce système a durci les exigences en termes de qualification et de documentation, ralentissant le recrutement et le renouvellement des contrats des travailleurs kényans, souvent situés dans la catégorie « de base ». Cette évolution de la législation a eu des impacts significatifs sur l'envoi de fonds de l'Arabie saoudite vers le Kenya : les envois de fonds ont chuté à un plus bas de quatre ans. La moyenne mensuelle des envois de fonds en août et en septembre a diminué de -46,8 % par rapport à la moyenne mensuelle entre janvier et juillet 2025. L'Arabie saoudite, historiquement 2^e pourvoyeur de transferts de fonds au Kenya, est ainsi passée au 3^e depuis l'entrée en vigueur de la législation, derrière le Royaume-Uni. Les États-Unis dominent toujours le classement (54,8 % du total). La taxe américaine de 1 % sur les transferts de fonds doit entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2026.

MADAGASCAR

Le projet de loi de finances initiale (PLFI) 2026 approuvé par le conseil des ministres

Le PLFI 2026 a été approuvé par le conseil des ministres le 29 octobre. La croissance devrait augmenter à +4,8 % en 2026 (+ 3,9 % en 2025 selon le FMI), tiré par le secteur agricole et l'hôtellerie et restauration. L'inflation devrait diminuer à +7,1 % en 2026 (contre +8,2 % en 2025). Le déficit budgétaire devrait rester relativement stable (-4,1 % à 4,2 % du PIB), principalement financé par des financements externes. Le taux de pression fiscale resterait stable (10,7 % du PIB). Le nouveau gouvernement, mis en place après l'accès au pouvoir du Colonel Randrianirina, Président de la Refondation de la République, prône la modernisation de l'administration, la création de plus de 13 000 postes et une hausse de +26 % de la masse salariale. Les investissements publics se concentreraient sur les infrastructures (énergie, eau, routes, santé, éducation) et l'agriculture. Le PLFI prévoit notamment un élargissement de l'assiette fiscale et la suppression de plusieurs exonérations de TVA. Son examen par le Parlement est en cours en vue d'une adoption en décembre.

Maintien du taux directeur à 12 %

Le 5 novembre, la Banque centrale malgache (BFM) a annoncé que son Comité de politique monétaire (CPM) a de nouveau décidé, comme en août dernier, de maintenir le taux directeur à 12 %. La BFM motive cette décision par sa volonté d'assurer la stabilité des prix, préserver la solidité du système financier et soutenir la reprise de l'activité économique. La BFM prévoit une contraction de l'activité au 3^e trimestre 2025, consécutive aux événements politiques de septembre et octobre, mais n'a pas encore révisé ses prévisions de croissance (+4,3 % en 2025 lors du précédent CPM). La BFM prévoit un taux d'inflation de +7,4 % en 2025 (contre +8,6 % prévu précédemment), notamment attribuable à la baisse des prix de l'énergie et des produits non alimentaires.

MAURICE

Faible hausse des exportations au 1^{er} semestre 2025

Au 1^{er} semestre 2025, les échanges extérieurs affichent une progression modérée. Les exportations totales atteignent 1,0 Md EUR, en hausse de +1,2 % par rapport à la même période de 2024, portées par les ventes de machines et équipements de transport (+38,7 %) et de combustibles pour navires (+12,6 %). Les importations augmentent de +6,7 % pour s'établir à 2,9 Md EUR, sous l'effet notamment de la hausse des achats de denrées alimentaires (+14,5 %) et d'équipements de transport (+9,3 %). Le déficit commercial s'accroît ainsi de -9,8 % pour atteindre 1,9 Md EUR. Sur le plan géographique, les exportations progressent vers l'Espagne (+15,1 %), l'Afrique du Sud (+5,4 %) et le Royaume-Uni (+3,0 %), tandis que les importations en provenance de la Chine augmentent de +8,5 % et celles d'Inde diminuent de -26,9 %.

UGANDA

La Banque centrale met en lumière les performances de l'économie en 2024/25

La Banque centrale a publié son [rapport](#) sur l'état de l'économie, dans lequel elle a fait part de la performance de l'économie ougandaise pour l'année fiscale 2024/25 (juillet-juin). La croissance a légèrement augmenté (+6,3 %, après +6,1 % l'année précédente). Elle a été tirée par l'agriculture (+6,6 %) et l'industrie (+7,0 %) dans un contexte d'inflation maîtrisée (+3,5 %), reflet d'une politique monétaire prudente. La balance des paiements reste excédentaire (1,25 Md USD) grâce à la hausse des IDE (+18,6 %, à 3,6 Md USD) en particulier dans le secteur pétrolier. Le déficit courant s'est réduit (-12,2 %, à 3,7 Md USD) en lien avec les bonnes performances à l'exportation du café et du cacao. Les réserves de change sont restées stables (4,6 Md USD), permettant de couvrir 3,7 mois d'importation. Le déficit budgétaire s'établit à -6,1 % - en deçà de la projection initiale (7,0 %) - sous l'effet de la hausse des recettes fiscales (+16 %). La dette publique s'est élevée à 51,3 % du PIB.

L'indice PMI en octobre illustre à nouveau la dynamique du secteur privé

L'indice des directeurs d'achat (PMI – cf. brève Kenya pour explication) de la *Stanbic Bank Uganda* s'est maintenu en octobre au-dessus du seuil d'expansion pour le 9^e mois consécutif (53,4, après 54,0 en septembre). Stanbic rapporte la poursuite d'un climat des affaires favorable, attribuable à la hausse de la production et des nouvelles commandes. Sur le plan des prix, l'augmentation des coûts des services publics, des salaires et des matériaux a entraîné, pour le 20^e mois consécutif, une nouvelle hausse du coût total des intrants. En conséquence, les entreprises ont répercuté ces coûts supplémentaires sur leurs clients via une augmentation des prix de vente, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des services. Malgré ces pressions inflationnistes, les entreprises demeurent optimistes pour les prochains mois, l'emploi et les achats d'intrants continuant d'augmenter.

RWANDA

Opérationnalisation d'un centre de stockage de gaz d'ici 2026

Le Rwanda achèvera d'ici 2026 la construction d'un centre de stockage de gaz d'une valeur de 44 M USD, selon le directeur général de la Société Pétrolière (SP), Claudien Habimana. Situé dans le secteur de Rusororo, dans le district de Gasabo à Kigali, le projet est financé par SP et vise à renforcer la sécurité énergétique nationale en offrant un stockage abordable aux entreprises publiques et privées du secteur de l'énergie. L'installation comprend deux principales zones : une partie supérieure où se trouvent les unités de stockage quotidiennes, déjà achevées, et une partie inférieure où sont en construction de grandes sphères de stockage de gaz de pétrole liquéfié (GPL). Une fois pleinement opérationnelle, sa capacité dépassera 9 000 tonnes (équivalent à environ 18 000 m³), couvrant environ deux mois de consommation nationale. Le gouvernement prévoit d'augmenter cette capacité à mesure que la demande croît. Actuellement, tout le gaz consommé au Rwanda est importé. Le pays développe également des projets visant à extraire le méthane du lac Kivu pour un usage domestique d'ici 2027.

Priorité aux exportations durables sous ZLECAf

Le ministère du Commerce et de l'Industrie du Rwanda a présenté un plan pour favoriser l'exportation de certains produits clés dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en privilégiant les biens respectueux de l'environnement et durables. Les secteurs ciblés comprennent le thé, le café, l'avocat, le miel, l'horticulture et d'autres produits durables. Ce plan repose sur un mécanisme destiné à repérer, soutenir et valoriser des filières économiques respectueuses de l'environnement, en phase avec une économie sobre en carbone. Parmi les secteurs ciblés figurent la transformation des produits agricoles, la production de biens légers à haute valeur ajoutée (comme les textiles et le cuir), ainsi que l'exportation de services dans les domaines du commerce en ligne, des services professionnels, des technologies de l'information et de la logistique. L'objectif est de saisir les opportunités offertes par le commerce durable, tout en consolidant la position du pays au sein de la ZLECAf.

SOMALIE

Enquête sur les importations alimentaires pour renforcer la production locale

Le ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation a mis en place un comité spécial chargé d'enquêter sur le flux d'importation de légumes, de fruits et de produits alimentaires sur les marchés somaliens. Cette initiative vise à stimuler la production locale, renforcer la sécurité alimentaire et protéger les agriculteurs des effets des importations non contrôlées. Selon le ministère, le comité doit soumettre rapidement un rapport détaillé sur les voies d'importation, les types et volumes de produits, ainsi que leur impact économique sur l'agriculture nationale.

SOUDAN DU SUD

Le ministre des Finances limogé lors d'un remaniement

Le président du Soudan du Sud, Salva Kiir Mayardit, a limogé le ministre des Finances, Athian Diing Athian, a annoncé le 3 novembre, marquant ainsi le huitième changement à ce poste depuis 2020.

L'ancien ministre, qui occupait la fonction depuis deux mois, sera remplacé par le Dr Barnaba Bak Chol, qui avait déjà exercé cette responsabilité entre août 2023 et mars 2024.

La Banque centrale ouvre une succursale monétaire à Rumbek

La Banque centrale du Soudan du Sud a inauguré, le 1^{er} novembre, un nouveau centre monétaire à Rumbek, la capitale de l'État des Lacs, dans le cadre de ses efforts visant à décentraliser les opérations financières et à améliorer la gestion des liquidités à l'échelle nationale. Cette installation s'inscrit dans la stratégie de la banque d'étendre sa présence au-delà de la capitale, Djouba, et de renforcer la distribution ainsi que la sécurité de la monnaie nationale dans les États. En tant que pôle régional pour l'État des Lacs et les zones voisines, elle facilitera la gestion des dépôts, les retraits et transferts d'espèces, tout en réduisant les risques et les coûts logistiques liés au transport de grosses sommes entre Juba et les succursales régionales.

SEYCHELLES

Le pays a été reconnu comme la meilleure destination pour investir en Afrique

La *Rand Merchant Bank* sud-africaine a publié son rapport annuel qui classe les meilleures destinations pour investir en Afrique. Selon le rapport, les Seychelles représentent la meilleure destination, pour la 2^e année consécutive. Ce classement est justifié de plusieurs manières : les Seychellois ont le plus haut revenu par habitant du continent (32 700 US\$ par habitant contre 29 770 US\$ en 2024), le niveau de corruption est faible, le développement humain est élevé et l'inflation est rapidement revenue à des niveaux raisonnables après un pic de 10 % après la pandémie de la Covid-19. Après avoir prouvé sa capacité à innover en devenant le tout premier émetteur d'une obligation bleue souveraine en 2018, le gouvernement devrait toutefois renforcer la diversification de l'économie. Le tourisme représente actuellement plus de 40 % des exportations, et le FMI prévient que le ralentissement de la croissance prévu en Europe, principal marché touristique des Seychelles, pourrait peser sur ses perspectives de croissance.

TANZANIE

La Présidente Samia Suluhu Hassan déclarée vainqueur de l'élection présidentielle

Les élections présidentielles du 29 octobre en Tanzanie ont été marquées par des violences et une répression sévère des manifestations par les forces de sécurité. Peu après le scrutin, l'accès à internet a été coupé et un confinement strict a été instauré,

paralysant les activités pendant près de six jours. À l'issue du vote, la commission électorale a annoncé la victoire de la présidente sortante, Samia Suluhu Hassan, avec 97,66 % des voix — alors que les principaux candidats avaient été empêchés de participer, soit par des arrestations, soit par des exclusions. La cérémonie d'investiture, initialement prévue le 5 novembre, a finalement eu lieu le 3 novembre à Dodoma. Elle s'est déroulée sans public, sous une forte présence militaire.

LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR EST PRESENTE DANS PLUS DE 100 PAYS A TRAVERS SES SERVICES ECONOMIQUES
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
mathieu.bruchon@dgtresor.gouv.fr, paul.maignuet@dgtresor.gouv.fr

REDACTION : SER DE NAIROBI ET DES SE DE L'AEOI
POUR VOUS ABONNER CLIQUER SUR CE [FORMULAIRE](#)